

<https://www.elcorreo.eu.org/Condamnation-de-Cristina-Kirchner-celebrations-au-champagne-versus-soutien-populaire>

Patate chaude

Condamnation de Cristina Kirchner, célébrations au champagne versus soutien populaire

- Argentine - Justice - Droits de l'homme -
Date de mise en ligne : samedi 14 juin 2025

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les stratagèmes utilisés pour détruire l'image de l'ancienne Présidente de la République Cristina Kirchner ont produit l'inverse, renforçant et reconstruisant son leadership. La marche de mercredi, de son domicile à *Constitución* au palais de justice de Comodoro Py, aura lieu.

La condamnation de Cristina Kirchner est devenue un *sujet brûlant* pour ce même système qui, jusqu'à la veille de sa nomination, la considérait comme un cadavre politique. Ils veulent maintenant l'enfermer sur la Lune.

Au début : ils pensaient que la diffamation persistante de leurs complices médiatiques suffirait à la tenir à l'écart. Ce n'était pas suffisant : elle a été réélue.

Ils ont redoublé leur campagne, ont colonisé la juridiction fédérale, et cela n'a servi à rien non plus : elle a gagné comme vice-présidente.

Ils pensaient que sa carrière politique s'était effondrée suite à l'échec du gouvernement d'Alberto Fernández et à l'émergence de Javier Milei : On a bu du champagne et des confettis.

Jusqu'à ce qu'elle annonce sa candidature : et la fête a pris fin.

Alors ils se sont alors empressés d'ordonner au tribunal de la condamner immédiatement : La condamnation a été obtenue, et ce faisant, ils ont perdu le contrôle de l'ordre du jour, ont relancé l'unité du péronisme et ont déclenché une protestation qui a touché la jeunesse. Universités et lycées ont été occupés et l'accès à la ville de Buenos Aires a été bloqué par le mouvement ouvrier.

Maintenant certains proposent désormais sa détention terrifiante : dans l'hôpital pénitentiaire, ou son envoi dans une prison perdue au milieu de nulle part, avec bracelet électronique et restrictions de visites. Comme si les milliardaires argentins, leurs politiciens, journalistes et juges ne voyaient pas plus loin que leur nombril lorsque des phénomènes échappent à leur contrôle. Ils veulent les réprimer, mais au contraire, ils les alimentent.

La présence de milliers de personnes devant le domicile de Cristina Kirchner ces jours-ci représente des milliers d'histoires qui se multiplient, de jeunes qui incarnent leur avenir en elle et de travailleurs reconnaissants des histoires de leur passé. Ces projets trouvent leur confirmation dans ce passé. Cette boucle de rétroaction, cette dialectique entre passé et futur, identifiée chez une personne, a constitué la permanence du péronisme. Il y aura des indignés, des critiques et des désaccords, de gauche comme de droite, mais on ne peut l'ignorer.

Cette condamnation a également mobilisé la société grâce à leurs témoignages. **Cecilia Pando** [\[1\]](#)

Traduit avec DeepL.com (version gratuite)] a été chargée de diffuser l'information sur sa célébration de la condamnation de celle qui a permis que les génocidaires soient jugés. [Eduardo Feinmann](#) a comparé l'ancienne présidente à [Jorge Rafael Videla](#), le génocidaire défendu par Pando, et s'est lancé dans une campagne de jubilation face aux souffrances qui auraient dû être infligées à Cristina Kirchner.

Chacun peut dire ce qu'il veut. Mais c'est une chose d'être coupable de viols, de tortures, de meurtres et de disparitions de prisonniers, comme des auteurs de génocide. C'en est une autre d'être condamné à six ans de prison pour un délit qui n'a même pas été prouvé et qui n'est qu'une « *conjecture* » des juges.

Les [antipéronistes](#) ont pris l'habitude d'utiliser le mot « *chouraveuse* » à chaque fois qu'ils font référence à Cristina Kirchner. Or, cela ne se reflète ni dans la condamnation ni dans ses motifs. Cette condamnation douteuse ne concerne même pas le vol, car ils n'ont pu réunir la moindre preuve pour étayer cette accusation. Le mot « *chourer* » est introuvable.

L'accusation porte sur « *administration frauduleuse au détriment de l'État* ». Nulle part il n'est mentionné qu'elle ait conservé un seul peso, car les biens et le capital de l'ancienne présidente sont connus, avérés et légaux. Aucun compte étranger n'a été trouvé, contrairement à ses accusateurs. Aucun trésor n'a été découvert en Patagonie ni dans les murs de sa maison, comme avait menti un journaliste aujourd'hui décédé, acheté par le [groupe Clarín](#).

Même cette condamnation indéfendable ne justifie pas le mot « *chouraveuse* ». Ils l'accusent d'avoir confié le projet de travaux publics de Santa Cruz à « *un ami de la famille* », pour le compte de l'entreprise de construction de Lázaro Báez. Mais on ne peut même pas utiliser le terme « *homme de paille* », faute de preuves. Et l'accusation d'avoir « *dérivé* » relève de la conjecture, compte tenu de sa position de Présidente. Or, ils ne peuvent prouver aucun ordre écrit ou verbal en ce sens.

Le milieu des médias tente de soutenir cette condamnation car, à chaque fois, plus de dix juges, pour la plupart membres de l'appareil judiciaire de Mauricio Macri, l'ont approuvée. Et s'il s'agissait d'une question de chiffres, l'innocence de Cristina est corroborée par les centaines de parlementaires qui ont approuvé les travaux, par les responsables nationaux qui les ont coordonnés et par les responsables provinciaux qui ont supervisé leur exécution. Ces travaux ne figurent pas dans l'organigramme présidentiel et aucun décret ne les lie.

Des bouleversements se produisent dans le monde entier, pouvant même conduire à une guerre nucléaire, en raison des réorganisations de l'ordre mondial. Les attaques israéliennes contre l'Iran témoignent de l'intérêt de longue date de Benjamin Netanyahu pour l'utilisation de l'attentat contre l'AMIA comme argument contre la nation perse, notamment grâce aux manœuvres du Mossad et du procureur Alberto Nisman. L'objectif politique a pris le pas sur la recherche des responsables. C'est ainsi que l'affaire du mémorandum avec l'Iran a débuté à l'ambassade d'Israël, sous la première présidence de Netanyahu.

Les tribunaux, qui ont examiné des affaires telles que le mémorandum et l'affaire de l'Administration des autoroutes, ont participé à la guerre judiciaire contre Cristina Kirchner et ont révélé l'énorme faille du système judiciaire. La condamnation n'est liée ni à la corruption ni à la justice, mais est imprégnée de sentiments politiques, allant de la diffamation à l'interdiction d'un candidat de l'opposition qui était sur le point de vaincre le parti au pouvoir.

En passant du domaine de la justice à celui de la politique, ces juges ont entravé le droit civique, facteur déterminant de la démocratie, à savoir l'exercice souverain du vote. Ils se sont placés au-dessus du peuple et ont déformé l'essence du système. Pour utiliser un terme plus courant, Cristina a défini cela comme un « blocage du vote ».

Contrairement à ce que pensent les [antipéronistes](#), les persécutions et les injustices continues commises contre l'ancienne présidente n'ont pas terni son image, mais l'ont au contraire renforcée. Non seulement la mémoire et la gratitude populaires ont perduré, mais on a également assisté à une reconnaissance croissante des injustices commises par ceux qui la persécutaient et qui faisaient partie des mauvais gouvernements qui ont suivi le kirchnérisme.

La dégradation du système en général fait partie du phénomène qui touche l'Occident. Cette semaine, des manifestations massives contre l'expulsion des Latinos se sont multipliées dans les villes étasuniennes, notamment en Californie. La secrétaire à la Sécurité intérieure des États-Unis, Kristi Noem, a envoyé la Garde nationale dans cet État, gouverné par l'opposition démocrate, mais elle l'a fait sans ravitaillement ni hébergement. Les hommes partent réprimer la violence et n'ont ensuite aucun endroit où dormir. La manifestation est massive et la répression très violente. Noem n'a pas consulté les autorités locales et, lors d'une conférence de presse, a ordonné que le sénateur californien Alex Padilla soit battu et menotté. Les symptômes de la décadence sont similaires, y compris à cause de la violence répressive et du leadership étrange qui a émergé du chaos.

Condamnation de Cristina Kirchner, célébrations au champagne versus soutien populaire

Mercredi, Cristina Kirchner comparaitra à Comodoro Py pour le début de son procès. Des groupes populaires, de la CGT aux chômeurs, ont annoncé leur soutien. La marche partira du domicile de l'ancienne présidente à Constitución et se dirigera vers les tribunaux du quartier de Puerto Madero.

Luis Bruschtein* pour [Página 12](#)

[[Página 12](#). -Â»<https://www.pagina12.com.ar/833898-papa-caliente>] Buenos Aires, le 14 juin 2025.

***Luis Brushtein** , est un journaliste argentin, rédacteur en chef adjoint du journal Página 12, qui a vécu en exil au Mexique après la disparition forcée de ses trois frères et de son père. Il est le fils de [Laura Bonaparte](#), l'une des fondatrices de l'organisation [Mères de la place de Mai](#).

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 14 juin 2025.

[1] **María Cecilia Pando** (née à Buenos Aires le 9 septembre 1967) est une militante argentine du terrorisme d'État[6], épouse du major à la retraite Pedro Rafael Mercado, et présidenta du groupe politique AFyAPPA, une association qui considère les militaires et les membres des forces de sécurité poursuivis par la justice civile pour leur participation à la répression et au terrorisme d'État exercés pendant la dernière dictature civilo-militaire de l'Argentine (1976-1983) comme des « *prisonniers politiques* », qui a été responsable de la disparition forcée, d'assassinats, d'enlèvements, de tortures, d'abus sexuels et de viols, de vols et d'appropriation de mineurs qui ont touché des milliers de personnes